

INTER PARES

58, rue Arthur, Ottawa, Canada K1R 7B9 (613) 563-4801 Téléc. 594-4704 Téléx 053-3802

BULLETIN Vol. 17, N° 4, septembre 1995

TRAVAILLER POUR VIVRE



D. Bregnard, UNHCR

«Le pire, ce ne sont pas nos conditions de vie», lance le petit homme maigre et nerveux, en jetant des regards obliques vers les enfants qui jouent sur le plancher en terre battue. Sa femme, assise en face de lui, approuve en silence, tandis qu'autour de la table rugueuse nous partageons le thé et les biscuits qu'elle a préparés avec une fière générosité.

«Le pire, c'est de ne pas avoir de travail, de n'avoir rien d'utile à faire, rien à construire et pour lequel vivre – aucun rêve!» L'homme avait soudain élevé la voix, mais souriait maintenant, gêné d'avoir partagé cette pensée et évoqué l'idée de rêver dans un tel endroit : un nouveau *barrio* de personnes déplacées, perché sur les dunes brûlées d'Ica, une province côtière du sud du Pérou.

«Nous vivons; nous nous en tirons avec l'aide qu'apportent les agences et les Églises, avec les emplois occasionnels et les quelques produits que l'on arrive à vendre ou à acheter. Mais vivre pour quoi? Ce que je veux, c'est laisser quelque chose derrière moi...».

Nerveux, il regarde sa femme, sachant bien qu'il commet une indiscretion en dévoilant à des étrangers une pensée aussi intime. Il poursuit néanmoins : «Quelque chose pour nos enfants, qui dirait que nous avons été ici, que nous

avons contribué à quelque chose et que nos vies valaient d'être vécues.»

Cet homme et cette femme, Martín et Sara, sont péruviens. Mais on les rencontre partout : en Afrique, en Asie et au Canada, ces gens qui ont perdu la dignité que procure le fait d'être libre de travailler

et de contribuer à la vie, à une famille, à une communauté.

Le travail est souvent considéré sous l'angle de l'emploi et du revenu. C'est le pain qu'on arrive à mettre sur la table et le toit qui abrite les nôtres. Et c'est certainement le cas, surtout pour ceux et celles qui n'ont rien. Mais le travail, c'est aussi beaucoup plus que la force de nos bras que l'on vend et un maigre salaire.

Car le travail est économique, il est social, il est politique et il est spirituel. Il est par-dessus tout la possibilité de créer et de bâtir, de réaliser quelque chose, de s'exprimer au moyen de l'effort physique et mental, de s'exprimer au sein d'une communauté, d'une économie et d'une société.

Le travail nous situe, il nous *place*. Acte de réciprocité, il puise quelque chose du milieu social et physique et il crée quelque chose de plus – quelque chose de plus qui nous englobe. Le travail est un rapport avec l'environnement, c'est une accommodation et en même temps une contribution.

Le travail vient de la liberté, et mène à la dignité. Ce faisant, il engendre à nouveau la liberté.

À cet égard le travail se trouve au coeur de ce qu'est être humain, pleinement et véritablement. Mais il est plus qu'une main-d'oeuvre payée. Il est aussi

l'effort consacré par des personnes libres pour mettre des enfants au monde et élever une famille, pour bâtir et entretenir une maison et le village, pour créer des oeuvres artistiques et culturelles et pour faire advenir le changement dans la société. Quand il est vraiment emprunt de liberté, le travail est «recréation» dans le plein sens du terme, c'est-à-dire la capacité pour la personne et la communauté de se recréer, de contribuer à l'avancement de la société par l'effort consenti avec d'autres. Le travail est un don, qui donne un don.

Dans une collectivité saine, toute personne a le droit et la possibilité de travailler, de travailler pour gagner sa vie et de travailler pour vivre. Quand le travail d'une personne est exploité ou extorqué, quand les travailleuses et travailleurs sont dépersonnalisés et traités simplement comme de la main-d'oeuvre à qui n'appartient ni son travail ni les fruits de son travail, ils sont déshumanisés. Là se trouve la source de presque toutes les injustices.

Dans une collectivité saine, les gens peuvent à la fois subvenir à leurs besoins et à ceux de leur famille et contribuer à la vie communautaire et au progrès social par l'effort physique, intellectuel et spirituel, par la création culturelle et l'action politique. Les programmes qu'Inter Pares appuie visent justement à intégrer ces deux dimensions, pour que l'activité économique ne reste pas isolée et pour que de plus en plus de gens puissent travailler pour vivre. Au Pérou, où nous avons connu Martín et Sara, Inter Pares fait précisément cela : il soutient des projets à caractère économique tout en aidant les personnes déplacées à s'intégrer à leur nouveau milieu et à participer à la vie de leur nouvelle communauté.

Ce numéro du *Bulletin* présente des actions appuyées par Inter Pares qui illustrent cette notion très large du travail et les implications qu'elle a sur la dignité et la liberté des gens de même que sur leur contribution à la communauté et à la société.

Faire cause commune

Pour dépeindre les réalisations des gens qui reçoivent l'appui d'Inter Pares, nous décrivons habituellement ce qu'ils font pour eux-mêmes en bâtissant leur communauté en vue de leur bien-être et celui de leurs enfants. En même temps, des milliers d'autres personnes contribuent leur travail, en cause commune avec eux, en partageant, par solidarité, leurs connaissances et leurs compétences.

C'est le cas d'Antonio Argueta, avocat qui dirige la Coordination juridique populaire (COJUPO), un organisme de juristes guatémaltèques qui offrent bénévolement des services juridiques aux autochtones et aux paysans qui s'organisent en vue d'obtenir des titres de propriété et un salaire agricole équitable. Antonio est également conseiller juridique pour la Coordination nationale des autochtones et des paysans (CONIC), qui regroupe 190 000 personnes habitant des communautés pauvres de partout au Guatemala.

Antonio s'est penché sur le système de justice de son pays, quand il était

jeune avocat. Il a vu que ce système maintenait l'injustice au lieu de la corriger, qu'il défendait les riches et les puissants contre les pauvres qui réclamaient justice. Selon Antonio, «les grands propriétaires terriens ont vécu de l'illégalité. S'ils ne paient pas le salaire minimum, ils violent la loi; s'ils évincent les paysans qui veulent faire respecter leurs droits, ils violent la loi et ils la violent encore lorsqu'ils paient aux femmes la moitié du salaire.» Ce système qui perpétue l'illégalité subsiste encore aujourd'hui au Guatemala, bien que des changements aient commencé à apparaître grâce à Antonio et aux autres avocats qui conjuguent leurs efforts avec ceux des pauvres sans terre.

Antonio nous a raconté dernièrement que les tribunaux de l'endroit avaient invalidé les titres de propriété de quelques communautés rattachées à CONIC au profit des riches propriétaires qui les réclamaient, menaçant d'éviction les autochtones qui cultivaient pourtant cette terre depuis des générations. Depuis plus de quarante ans, les métayers et les travailleurs agricoles sont payés moins

de la moitié du salaire minimum. Aujourd'hui, ils sont menacés d'éviction parce que les propriétaires rendent les plantations à l'élevage, ou cultivent des produits d'exportation qui exigent moins de main-d'oeuvre, ou encore parce qu'ils refusent de payer les salaires et les avantages prévus par la loi.

Antonio et les autres juristes de COJUPO aident les communautés payannes à effectuer les démarches auprès des tribunaux, dans le but de créer un précédent en matière de titres collectifs de propriété foncière, de droits du travail et de droits civils. Ainsi les gens pauvres apprennent à obtenir la protection du système judiciaire au lieu d'en rester les victimes et ils contribuent du même coup à son amélioration.

Antonio et ses collègues de COJUPO ont une raison bien simple de faire ce travail : en contribuant leur temps et leurs compétences, ils font cause commune avec les paysans pauvres et sans terre, en faveur d'un monde plus juste, plus décent, un monde qu'ils seront fiers de léguer à leurs enfants.

Travailleuses et travailleurs migrants : l'exportation invisible

Le départ de gens abandonnant leur foyer et leur pays à la recherche de travail n'est pas un phénomène nouveau. À toutes les époques, des femmes et des hommes ont émigré dans l'espoir de trouver un gagne-pain stable. Fuyant la famine, la persécution ou la guerre, des familles, des villages et parfois même des populations entières ont parcouru des distances considérables afin de sauver leur vie et établir éventuellement de nouvelles communautés.

La pauvreté, qui pousse aujourd'hui des millions de gens à laisser derrière eux leurs familles et leur terre natale, les empêche en plus de réaliser cette part essentielle de l'être humain qu'est le désir de bâtir une communauté. Les travailleuses et travailleurs migrants, employés comme domestiques ou dans d'autres secteurs où le travail est salissant, dangereux et exigeant, vivent dans l'insécurité au plan économique et juridique, les réduisant à l'état de travailleuses et travailleurs sous caution.

Les revenus qu'ils envoient chez eux soutiennent leurs familles pauvres et procurent une entrée de devises fortes dans ces pays aux prises avec une dette extérieure écrasante. Dans la plupart des pays hôtes,

cependant, la loi de l'immigration interdit aux personnes migrantes de s'établir et de faire venir leurs familles. Par leur main-d'oeuvre et leur salaire, les migrants contribuent ainsi à l'économie de pays qui leur refusent pourtant les droits fondamentaux associés au travail et à la citoyenneté.

La majorité des migrants sont aujourd'hui des femmes, et ce sont les Philippines qui envoient le plus de femmes sur le marché étranger de la main-d'oeuvre. Le gouvernement philippin a d'ailleurs appelé ces femmes «les héroïnes de l'économie philippine». L'an dernier, 300 000 Philippines, dont un grand nombre sont enseignantes, infirmières ou travailleuses sociales, sont parties travailler à l'étranger avec un contrat en main, la plupart du temps comme domestiques.

Ces femmes maintiennent en vie leurs familles en leur expédiant une partie de leurs salaires. Cependant, elles ne jouissent d'aucun avantage rattaché à la vie de la famille et du village et elles ne peuvent pas mettre leurs talents au service du développement de leur pays. Or, grâce aux devises fortes qu'elles envoient, le gouvernement philippin peut maintenir à 1,8 milliard de dollars par année le paiement des intérêts sur sa dette exté-

rieure. Pourtant, ni ce gouvernement ni ceux qui encaissent les paiements des prêts accordés aux Philippines ne protègent les droits fondamentaux de ces «héroïnes».

Les migrantes philippines résistent depuis longtemps au déracinement et à l'insécurité qui caractérisent le travail migratoire. Dans toutes les grandes villes du monde, elles forment de petits groupes, brisant l'isolement et se soutenant les unes les autres pour contrer la solitude ou le danger. Ces dernières années, des organisations volontaires philippines ont soutenu et informé les femmes qui quittent le pays et elles ont plaidé en faveur de leurs droits comme migrantes. En décembre 1994, GABRIELA, un regroupement philippin d'organisations féminines, a organisé avec d'autres la Rencontre internationale de migrantes philippines. La conférence a permis aux groupes du Nord et du Sud, qui luttent contre l'exploitation des migrantes et qui défendent leurs droits fondamentaux, de renforcer leur réseau. Avec l'appui d'Inter Pares, GABRIELA continuera de soutenir les organisations de migrantes à travers le monde, afin que sortent de l'ombre la vie et le travail de ces femmes.

Communauté viable et savoir paysan

Partout dans le monde, le travail collectif constitue pour des communautés entières un moyen important de transformer leur vie et leur milieu. On trouve un bon exemple de ce genre de travail au Nicaragua.

En 1987, Buena Vista regroupait quelque 400 personnes déplacées, établies dans une zone de guerre située sur le bord du Rio San Juan, le fleuve qui longe la frontière avec le Costa Rica dans la région tropicale humide du sud du Nicaragua. Dépourvue de toute infrastructure et laissée en marge de l'économie du pays, la population de Buena Vista a fait appel à Inter Pares dans l'espoir d'améliorer la situation du village, d'y faire démarrer une économie viable et de s'assurer un gagne-pain.

Cette population s'était déjà organisée en quelques coopératives pour la production de la *raicilla*, une plante médicinale qui se cultive dans le sous-bois de la jungle. Les coopératives étaient même en relation avec des scientifiques de l'École nationale d'agronomie, qui avaient mis en place un programme pour protéger la biodiversité et explorer les possibilités offertes par celle-ci pour le développement de l'économie locale.

Grâce à l'aide technique apportée par les agronomes et les chercheurs et à une modeste contribution financière d'Inter Pares, les paysans ont étendu leurs connaissances, systématisé leurs méthodes et augmenté la production de *raicilla*. Ils ont développé leurs capacités de gestion et d'administration. Ils ont réussi à négocier avec les courtiers internationaux un prix plus juste pour leur produit en centralisant la mise en marché au moyen d'un mécanisme au service à la fois des coopératives et des producteurs individuels du Rio San Juan. Résultat : les membres des coopératives ont maintenant un revenu annuel minimum assuré qui leur permet de faire vivre leurs familles.

En même temps, ces derniers ont amélioré les conditions de vie de toute la communauté. Ainsi, des comités bénévoles et des brigades de travail ont construit des routes et des ponts reliant les communautés avoisinantes, qui ont pu dès lors apporter leurs produits jusqu'aux marchés. Ils ont installé l'électricité, bâti un centre communautaire et un petit moulin agro-alimentaire et réparé l'école et le poste de santé de l'endroit. Petit à petit, ces améliorations ont permis le démarrage

d'activités économiques à petite échelle, générant quelques profits. Alors, la communauté a décidé d'investir une partie de ces profits dans d'autres activités susceptibles de générer des revenus, telles qu'une pépinière communautaire d'arbres fruitiers, et une coopérative d'élevage de bétail pour approvisionner en lait les enfants du village.

Huit ans plus tard, c'est avec fierté que les villageois et les villageoises parlent de leurs réalisations. Leur fierté toutefois ne résulte pas seulement de la valeur des efforts physiques qu'ils ont consentis pour l'amélioration du village. Elle reflète aussi la reconnaissance de la valeur du savoir des paysans par les agronomes et les chercheurs, qui ont participé depuis près de dix ans dans ce processus de collaboration entre scientifiques et paysans.

Leur collaboration se poursuit aujourd'hui. Avec l'appui d'Inter Pares, les scientifiques et les paysans de Buena Vista et des villages avoisinants ont fondé Guïses Montaña Experimental, un centre de recherche qui étudie la biodiversité de

la forêt, en quête de solutions de rechange économiques pour les paysans. L'approche du centre consiste non seulement à protéger l'environnement, mais aussi à trouver comment la forêt tropicale humide pourrait constituer une source d'activités économiques susceptibles de fournir un gagne-pain viable aux communautés avoisinantes.

La recherche porte en partie sur l'identification des plantes utilisées traditionnellement par la communauté et susceptibles d'offrir un débouché commercial au pays et à l'étranger. Les premières conclusions de cette recherche paraîtront bientôt sous forme de livre. Ayant profité d'une aide extérieure pour relancer l'économie du village, les paysannes et les paysans de Buena Vista s'apprentent maintenant à partager les fruits de leur labeur avec le monde.

Les membres de la coopérative de Buena Vista, au Nicaragua, joignent leurs efforts pour fournir l'électricité au village.



Retisser l'économie villageoise

Avant l'époque coloniale, Dakka était un centre industriel dynamique où l'on tissait à la main des étoffes de grande qualité qui étaient en demande partout à travers le monde. Mais aux 18^e et 19^e siècles, la Grande-Bretagne a entrepris de détruire l'industrie textile de l'Asie du Sud, afin de protéger ses propres marchés. Aujourd'hui ne subsiste au Bangladesh qu'un nombre limité de tisserands qualifiés, qui vivent dispersés dans les campagnes.

Au milieu des années 80, l'organisme bangladais de développement UBINIG a souhaité faire revivre le tissage à la main avant que ne disparaisse complètement cet artisanat. À l'aide d'une modeste subvention d'Inter Pares UBINIG a effectué une recherche pour connaître la situation des tisserands et en particulier des tisserandes, et pour déterminer quelles formes d'appui favoriseraient la relance et l'essor de l'industrie du tissage.

UBINIG a découvert qu'un nombre limité de tisserands tissaient toujours. La demande d'étoffes de haute qualité existait, mais le marché était contrôlé par des intermédiaires appelés Mahajans. Ces derniers fournissaient aux tisserands le crédit et les matières premières, en échange des produits finis. Les Mahajans

s'occupaient ensuite de la mise en marché des étoffes dans les villes et les cités du Bangladesh et de l'Inde.

UBINIG comprit que pour que les tisserands prospèrent, ils devaient échapper au contrôle des Mahajans. UBINIG a alors aidé des familles de tisserands de quelques villages du district de Tangail à s'organiser, leur fournissant le crédit pour l'achat des matières premières. L'aide d'UBINIG a aussi permis de modifier les métiers de manière à diversifier les motifs et d'installer un petit commerce à Dakka pour vendre les étoffes. À mesure que les Mahajans ont perdu leur contrôle, les tisserands ont tiré un meilleur profit sur la vente de leurs produits et ils ont pu investir davantage dans la production.

UBINIG a aidé les femmes à monter et à faire fonctionner leurs propres métiers, une activité qui est devenue, petit à petit, plus acceptée dans la société. Ensuite, les femmes ont appris à lire, à écrire et à compter grâce aux programmes de formation préparés par UBINIG. Finalement, UBINIG a mis sur pied une école primaire



L. D. Frazer

pour les enfants des familles de tisserands; les cours mettent l'accent sur les qualités requises pour devenir tisserand.

Depuis 1986, le rendement total pour ces villages dépasse 500 000 dollars, et la demande de produits de haute qualité ne cesse d'augmenter. Résultat : les villageois ont des écoles neuves, et de nouveaux programmes d'appui ont vu le jour en agriculture et en santé. En revitalisant la tradition du tissage, UBINIG a aidé les tisserands à faire revivre leurs communautés et à transformer leurs vies.

Artisans du fleuve

Les jeunes assemblés sur la rive du Rio Grande nous ont raconté qu'aussi loin que remontaient leurs souvenirs, leurs familles avaient toujours pêché dans les eaux du fleuve pour se nourrir et pour préserver leur mode de vie axé sur la pêche artisanale. Leurs parents se souviennent de l'époque où le poisson était si abondant et les espèces si nombreuses que la pêche procurait un revenu stable qui leur permettait de rester au village, plutôt que d'aller vivre à la ville pour trouver du travail. Mais aujourd'hui, beaucoup des petits villages de pêcheurs ont été désertés. Seuls quelques marchés restent ouverts pour ceux qui refusent de renoncer à leur mode de vie.

Les bateaux de pêche étrangers font une vive concurrence aux pêcheurs de l'endroit, et le gouvernement n'exerce pratiquement aucun contrôle pour

empêcher la surpêche. L'exportation de la crevette constitue une importante source de devises, mais les stocks de crevettes diminuent rapidement, parce qu'aucune politique n'existe prévoyant la création et le contrôle des quotas. L'absence de gestion des ressources halieutiques, qui comptent parmi les principales ressources du pays, a non seulement entraîné la disparition de nombreuses espèces et de grandes quantités de poisson, mais menace aussi le gagne-pain de plus de 10 000 familles de pêcheurs.

En 1992, un petit groupe de pêcheurs de Cacine, sur le Rio Grande, ont décidé de mettre en commun leurs ressources. Leur but : remplacer les équipements et le matériel de pêche et bâtir un petit magasin où entreposer les prises et saler le poisson, afin de le vendre dans les marchés urbains. Avec l'aide de Tiniguéna, une ONG locale qui travaille avec les villageois sur des questions de développement durable, ils ont mis sur pied l'Association des

pêcheurs de Cacine et un programme de crédit pour l'achat d'équipement de pêche. En suscitant les échanges entre les villages de pêcheurs, l'Association expérimente de nouvelles méthodes de conservation et de transformation, afin d'améliorer la mise en marché des produits du poisson.

En outre, l'Association a amorcé des pourparlers avec les autorités de l'État en vue de résoudre les problèmes de mise en marché, d'entreposage et de transport. Elle a aussi demandé qu'une politique soit adoptée dans le but de protéger la pêche artisanale et a exigé que soit appliquée la loi interdisant la pêche illégale. Avec l'appui de Tiniguéna, l'Association entend défendre et promouvoir la pêche artisanale comme un mode de vie valable et viable pour la Guinée Bissau. Les pêcheurs sont déterminés à trouver des solutions qui leur permettront de continuer à vivre et à travailler de la manière qu'ils connaissent et apprécient le plus.

